

Art. 22. A l'article 3 de l'arrêté royal du 19 avril 2006 déterminant les modalités et les conditions d'organisation de l'examen oral d'évaluation visé à l'article 191bis du Code judiciaire, le dernier alinéa est remplacé comme suit :

« Les candidats joignent également à leur demande de dispense un *curriculum vitae* établi conformément à l'arrêté ministériel du 19 décembre 2003 fixant le formulaire type du *curriculum vitae* visé à l'article 287 du Code judiciaire. »

Art. 23. Notre Ministres et Notre Secrétaire d'état compétent pour des Affaires sociales, la Santé publique, la Justice, l'Emploi, les P.M.E., les Indépendants, la Politique scientifique, les Pensions, l'Energie, l'Economie, la Simplification Administrative, la Mobilité sont, chacun pour ce qui le concerne, en charge de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
H. VAN ROMPUY

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

La Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
Mme J. MILQUET

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre des P.M.E., des Indépendants,
de l'Agriculture et de la Politique scientifique,
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Intégration sociale, des Pensions
et des Grandes Villes,
Mme M. ARENA

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
adjoint au Premier Ministre
E. SCHOUPE

Art. 22. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 april 2006 tot vaststelling van de wijze van en de voorwaarden voor de organisatie van het mondelinge evaluatie-examen bedoeld in artikel 191bis van het Gerechtelijk Wetboek wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« De kandidaten voegen bij hun verzoek om vrijstelling tevens een *curriculum vitae* overeenkomstig het ministerieel besluit van 19 december 2003 tot vaststelling van het standaardformulier van het *curriculum vitae* bedoeld in artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 23. Onze Ministers en Staatssecretaris bevoegd voor de Sociale Zaken, Volksgezondheid, Justitie, Werk, K.M.O.'s, Zelfstandigen, Wetenschapsbeleid, Pensioenen, Energie, Economie, Administratieve Vereenvoudiging, Mobiliteit zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van K.M.O.'s, Zelfstandigen,
Landbouw, en Wetenschapsbeleid,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Pensioenen en Grote Steden,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
toegevoegd aan de Eerste Minister,
E. SCHOUPE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2009 — 1446

[C — 2009/11175]

24 MARS 2009. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (dénommé également ci-après « l'AR Numérotation ») a été publié le 28 juin 2007.

Certaines dispositions du présent arrêté ont été promulguées contre l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. D'autres dispositions contiennent des imprécisions qui sont apparues lors de l'entrée en vigueur de l'AR Numérotation, ou encore des erreurs matérielles.

Le présent arrêté vise à éliminer ces imperfections.

Les modifications apportées par le présent arrêté ont été soumises à une consultation publique conformément à l'article 14.1 de la Directive Autorisation.

Commentaire article par article

L'article 1^{er}, 1^o, ajoute le mot « obligatoire » à l'article 1^{er}, 22^o de l'AR Numérotation, afin de rendre la définition de tarif utilisateur final complètement conforme à l'article 3 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques de commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2009 — 1446

[C — 2009/11175]

24 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Op 28 juni 2007 werd het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (hierna ook : « het KB Nummering » genoemd) gepubliceerd.

Sommige bepalingen van dit besluit werden uitgevaardigd tegen het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. Andere bepalingen bevatten onduidelijkheden, die bij de inwerkingtreding van KB Nummering naar boven gekomen zijn, of nog materiële fouten.

Het huidige besluit heeft tot doel deze onvolkomenheden weg te werken.

De wijzigingen die dit besluit aanbrengt werden overeenkomstig artikel 14.1 van de Machtigingsrichtlijn onderworpen aan een openbare raadpleging.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1,1^o, voegt de term « verplicht » toe aan artikel 1, 22^o van het KB Nummering om de definitie van eindgebruikerstarief volledig in overeenstemming te brengen met artikel 3 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

L'article 1^{er}, 2^o, introduit, en exécution de l'avis du Conseil d'Etat, une nouvelle définition de « service d'une grande importance pour la société ». La satisfaction de besoins sociaux dans la société occupe une position centrale dans la définition. Les exemples de besoins sociaux, comme le bien-être, la santé, et ainsi de suite, qui sont donnés dans la définition, ne sont pas exhaustifs. L'objectif visé est que les services d'une grande importance pour la société s'adressent à des groupes importants de personnes dans la société (tous les citoyens, enfants, habitants d'une ville ou d'une province, et cetera) et ne se limitent par exemple pas aux membres raccordés. La satisfaction de besoins (plus économiques) axés sur la consommation n'entre pas dans le champ d'application d'un 'service d'une grande importance pour la société'.

L'article 2, 1^o, modifie l'article 43 de l'AR Numérotation afin de permettre aux opérateurs de services de communications électroniques offrant des services nomades, d'exploiter ces services avec les numéros géographiques existants d'abonnés. Le passage qu'il est proposé de supprimer avait en effet pour conséquence que les opérateurs de « services VOIP nomades » devaient demander un nouveau bloc de numéros pour la fourniture d'un service nomade, les excluant ainsi de facto du processus de portabilité des numéros et dans une certaine mesure également d'un processus concurrentiel normal.

Dans les circonstances actuelles, les « services VOIP nomades » ne peuvent pas encore répondre totalement à toutes les exigences en matière d'identification de l'appelant et de routage correct dans le cadre d'appels d'urgence, par conséquent l'accès aux services d'urgence doit être bloqué (voir article 43, alinéa 5, AR Numérotation).

Pour attirer pleinement l'attention des abonnés qui transfèrent leur numéro vers un service VOIP nomade sur l'impossibilité de joindre les services d'urgence (et donc ne pas leur donner un faux sentiment de sécurité) ou pour éviter qu'un opérateur fournissant un service téléphonique accessible au public ne place de façon inaperçue la totalité de sa clientèle sur des numéros géographiques pouvant être utilisés de manière nomade (avec pour conséquence que les services d'urgence ne sont soudain plus joignables), les obligations d'informations des opérateurs sont sensiblement renforcées (voir les modifications apportées par le biais des articles 2, 2^o et 3^o). En plus, il est recommandé que les entreprises et les organismes publics, qui introduisent l'utilisation nomade de numéros jusqu'au niveau, par exemple, des travailleurs à domicile ou des représentants, attirent l'attention des travailleurs ou collaborateurs concernés sur le fait que s'ils veulent établir une communication vers les services d'urgence depuis leur domicile ou en cours de route, ils sont tenus d'utiliser un téléphone mobile ou une ligne privée donnant accès aux services d'urgence. Cela pourrait par exemple être stipulé dans la politique de l'entreprise sur l'utilisation de moyens de communication de l'entreprise et/ou une annexe au règlement de travail.

La principale modification que l'article 3 apporte à l'article 48 concerne l'élimination de la trop grande différence en matière de tarifs utilisateurs finals maximums pouvant être appliqués par les opérateurs de services de téléphonie fixes, d'une part et les opérateurs mobiles, d'autre part.

Les tarifs utilisateurs finals maximums de l'article 48 de l'AR Numérotation sont actuellement structurés de manière telle que les opérateurs mobiles peuvent demander un tarif utilisateur final deux fois plus élevé que le tarif utilisateur final pouvant être demandé par les opérateurs de téléphonie fixe. C'est discriminatoire et ne peut en aucun cas se justifier, selon l'avis de l'IBPT du 25 avril 2007 préalable à l'AR Numérotation du 27 avril 2007, par la différence éventuelle sur le plan des coûts wholesale entre les réseaux fixes et mobiles.

C'est une erreur de penser que les tarifs maximums liés à certaines séries de numéros doivent faire une distinction selon le réseau d'origine de l'appel. Comme indiqué par la section de législation du Conseil d'Etat dans le cadre de l'adoption de l'arrêté royal du 27 avril 2007, l'utilisation de tarifs maximums est acceptable pour la raison suivante :

« L'imposition de tarifs maximums s'inscrit dans le cadre de l'utilisation de services d'identité. L'objectif poursuivi est en effet que les numéros aient une fonction de signalement donnée pour les utilisateurs et apportent quelques précisions sur la nature du service qu'ils souhaitent obtenir.

L'une des principales caractéristiques d'un service est son coût. L'on s'efforce donc entre autres via le type de numéro (soit l'identité de service) de donner une indication du tarif à l'appelant B ou du moins l'ordre de grandeur du tarif B qui est lié à l'appel qu'il veut établir (ex. identité de service 8(00) pour les appels gratuits; identité de service 4 pour les appels mobiles qui sont plus chers que les appels vers les numéros fixes [Y], etc).

Cet aspect de transparence tarifaire se pose particulièrement dans le cadre des numéros à taux majoré (articles 48, 50 et 71), étant donné que les appels vers ces numéros coûtent beaucoup plus chers que les appels

Artikel 1, 2^o, voert, in uitvoering van het advies van de Raad van State, een nieuwe definitie in van « dienst van groot maatschappelijk belang ». Centraal in de definitie staat het beantwoorden van sociale behoeften in de samenleving. De voorbeelden van sociale behoeften, zoals welzijn, gezondheid, enzovoort, die in de definitie gegeven worden zijn niet exhaustief. Het is de bedoeling dat diensten van groot maatschappelijk belang gericht zijn op grote groepen van mensen in de samenleving (alle burgers, kinderen, inwoners van een stad of een provincie, enzovoort) en bijvoorbeeld niet beperkt zijn tot aangesloten leden. Het bevredigen van consumptiegerichte (meer economische) behoeften valt in niet onder de definitie van een 'dienst van groot maatschappelijk belang'.

Artikel 2, 1^o, brengt een wijziging aan aan artikel 43 van het KB Nummering om het de operatoren van elektronische-communicatiediensten die nomadische diensten aanbieden toe te laten deze diensten uit te baten met de bestaande geografische nummers van abonnees. De passage waarvan de schrapping wordt voorgesteld had immers tot gevolg dat operatoren van « nomadische VOIP diensten » een nieuw nummerblok dienden aan te vragen voor het aanbieden van een nomadische dienst, waardoor ze de facto uitgesloten werden van het nummeroverdraagbaarheidsproces en in zekere mate ook van een normaal mededingingsproces.

« Nomadische VoIP-diensten » kunnen in de huidige omstandigheden nog niet volledig voldoen aan alle eisen inzake identificatie van de oproeper en correcte routing in het kader van noodoproepen, waardoor de toegang tot de nooddiensten moet geblokkeerd worden (zie artikel 43, vijfde lid, KB Nummering).

Om abonnees die hun nummer overdragen naar een nomadische VoIP-dienst ten volle te wijzen op de onmogelijkheid om de nooddiensten te bereiken (en hen dus geen vals veiligheidsgevoel te geven) of om te vermijden dat een operator die een openbare telefoondienst aanbiedt ongemerkt zijn volledige klantenbestand zou plaatsen op geografische nummers die op nomadische wijze kunnen gebruikt worden (waardoor de nooddiensten plots niet meer bereikbaar zijn) worden de informatieverplichtingen van de operatoren aanzienlijk verscherpt (zie de wijzigingen die aangebracht worden door middel van de artikelen 2, 2^o en 2, 3^o). Bovendien is het aangeraden dat bedrijven en overheidsinstellingen, die het nomadisch gebruik van nummers invoeren tot op het niveau van bijvoorbeeld thuiswerkers of vertegenwoordigers, de betrokken werknemers of medewerkers erop wijzen dat, als zij thuis of onderweg een oproep naar de nooddiensten willen plegen, zij een mobiele telefoon of een privélijn die toegang geeft tot de nooddiensten dienen te gebruiken. Dit zou bijvoorbeeld kunnen gebeuren via een opname in de corporate policy over het gebruik van communicatiemiddelen van het bedrijf en/of een bijlage bij het arbeidsreglement.

De voornaamste wijziging die artikel 3 aanbrengt aan artikel 48 betreft het wegwerken van het te grote verschil inzake maximale eindgebruikerstarieven die toegepast mogen worden door operatoren van vaste telefoniediensten, enerzijds, en de mobiele operatoren, anderzijds.

De maximale eindgebruikerstarieven van artikel 48 van het KB Nummering zijn thans zo opgebouwd dat mobiele operatoren een eindgebruikerstarief mogen vragen dat dubbel zo hoog is als het eindgebruikerstarief dat de operatoren van vaste telefonie mogen vragen. Dit is discriminerend en kan volgens het advies van het BIPT van 25 april 2007 voorafgaand aan het KB Nummering van 27 april 2007 nooit worden verrechtvaardigd door het mogelijke verschil in wholesalekosten tussen vaste en mobiele netwerken.

Het is een misvatting dat de maximumtarieven die gekoppeld zijn aan bepaalde nummerreeksen een onderscheid moeten maken naargelang het netwerk vanwaar de oproep uitgaat. Zoals gesteld door de afdeling wetgeving van de Raad van State in het kader van de aanneming van het koninklijk besluit van 27 april 2007 is het werken met tariefmaxima aanvaardbaar omwille van volgende reden :

« Het opleggen van tariefmaxima schrijft zich in in het werken met dienstidentiteiten. Het is inderdaad de bedoeling dat nummers voor de gebruikers een bepaalde signaalfunctie hebben en iets zeggen over de aard van de dienst die ze wensen te bereiken.

Eén van de belangrijkste karakteristieken van een dienst is zijn kostprijs. Via het type nummer (lees : dienstidentiteit) tracht men dan ook onder meer aan de oproeper een indicatie te geven van het tarief Bof althans grootteorde van tarief- dat verbonden is aan de oproep die hij wil plegen (bv. dienstidentiteit 8(00) voor gratis oproepen; dienstidentiteit 4 voor mobiele oproepen die duurder zijn dan oproepen naar vaste nummers [Y], enz).

In het kader van de betaalnummers (artikelen 48, 50 en 71) stelt dit aspect van het leveren van tarieftransparantie via nummers zich in bijzondere mate, nu oproepen naar deze nummers een veelvoud kosten

vers des numéros fixes « ordinaires » (zone 02, etc) ou l'envoi de SMS vers des numéros mobiles « ordinaires » (numéros 04xx) et sont donc particulièrement susceptibles de faire l'objet d'une hausse inattendue et substantielle de la facture du consommateur.

C'est pourquoi, il est estimé nécessaire et opportun dans le cadre de la protection du consommateur de, via la base juridique décrite ci-dessus [article 11, § 1^{er}, alinéa deux, 1^o, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques] (1), fixer des tarifs maximums pouvant être facturés par les opérateurs et (2) lier la communication d'un message tarifaire gratuit préalable comme une exigence à la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques à des numéros qui sont tarifés à un montant supérieur au seuil de 1 euro par appel ou par minute (art. 50, § 1^{er}) ou supérieur au seuil de maximum une moyenne de 30 ou 60 cents par minute (article 48). »

Cet objectif de transparence tarifaire et de protection des consommateurs ne peut pas être atteint quand une différenciation des tarifs en fonction du type appelant de réseau (ainsi qu'une discrimination sous-jacente entre des types de réseau) est admise.

Le présent arrêté opte dès lors pour une réglementation dans laquelle le tarif utilisateur final maximum pour les appels est le même à partir des deux réseaux.

L'exception au plafond tarifaire de l'article 48 est également supprimée. Si l'on veut fixer un tarif utilisateur final supérieur à 30 cents par minute, il convient de classer le service sous les séries de numéros standards pour numéros payants, à savoir les séries 090x. Le consommateur ne comprendrait pas en effet que des numéros 070 aient un tarif utilisateur final supérieur à celui des numéros 0900 (tarifés à maximum 50 cents par minute).

L'article 3 apporte en outre des modifications visant à faire correspondre davantage les dispositions de l'article au problème à régler ou aux réglementations légales existantes.

Le mot « audible » doit être remplacé par le mot « compréhensible » parce qu'un message qui est « audible » ne fournit pas nécessairement les informations nécessaires concernant les tarifs.

Le mot « adultes » est remplacé par le mot « majeurs » parce que le Code civil ne connaît et ne définit que ce dernier.

Le mot « compétitions » est un terme qui n'est pas reconnu dans le droit des consommateurs, il est donc préférable de le remplacer par les termes « concours ou quiz » en vue de créer une certaine uniformité avec par exemple l'article 94/8 de la loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Les principales modifications de contenu apportées à l'article 50 par l'article 5 sont :

- le renforcement de la transparence tarifaire via les séries de numéros;
- l'adaptation du tarif utilisateur final maximum pouvant être lié aux numéros 0901;
- l'indication claire de la personne qui est chargée de délivrer le message tarifaire (+ l'élimination d'autres imprécisions);

En ce qui concerne la forme, les paragraphes 3 à 5 de l'article 50 sont simplifiés en rassemblant dans un seul alinéa les dispositions relatives à la désignation du service pouvant être offert sous chaque série de numéros et les dispositions relatives au tarif utilisateur final maximum lié à la série de numéros.

Les motifs de ces adaptations de contenu sont les suivants :

1. Le renforcement de la transparence tarifaire via les séries de numéros

Les tarifs utilisateurs finals maximums de l'article 50, § 3 à 5 inclus, de l'AR Numérotation sont actuellement structurés de manière telle que les opérateurs mobiles peuvent demander quasi systématiquement un tarif utilisateur final deux fois plus élevé que le tarif utilisateur final pouvant être demandé par les opérateurs de téléphonie fixe. C'est discriminatoire et ne peut en aucun cas se justifier, selon l'avis de l'IBPT du 25 avril 2007 préalable à l'AR Numérotation du 27 avril 2007, par la différence éventuelle sur le plan des coûts wholesale entre les réseaux fixes et mobiles.

Le présent arrêté opte dès lors pour les motifs exposés au commentaire de l'article 3 pour une réglementation dans laquelle le tarif utilisateur final maximum pour les appels est le même à partir des deux types de réseaux.

2. L'adaptation du tarif utilisateur final maximum pouvant être lié aux numéros 0901

van oproepen naar « gewone » vaste nummers (zone 02, enz) of het versturen van SMS'en naar « gewone » mobiele nummers (04xx-nummers) en dus bijzonder vatbaar zijn voor het onverwacht en substantieel verhogen van de factuur van de consument.

Daarom wordt het in het kader van consumentenbescherming noodzakelijk en opportuun geacht om via de rechtsbasis hierboven beschreven [artikel 11, § 1, tweede alinea, 1^o, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie] (1) maxima te stellen aan de tarieven die operatoren kunnen aanrekenen en (2) het leveren van een voorafgaande gratis tariefboodschap te koppelen als een vereiste aan het leveren van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken met nummers die getarifeerd worden aan een bedrag boven de drempel van 1 euro per oproep of per minuut (art. 50, § 1) of boven de drempel van maximaal gemiddeld 30 of 60 eurocent per minuut (artikel 48). »

Dit objectief van tarieftransparantie en consumentenbescherming kan niet worden bereikt wanneer een tariefdifferentiatie in functie van het oproepende type van netwerk (en een onderliggende discriminatie tussen types van netwerken) toegelaten wordt.

Dit besluit opteert dan ook voor een regeling waarbij het maximum-eindgebruikerstarief voor oproepen vanaf beide netwerken hetzelfde is.

Tevens wordt de uitzondering op het tariefplafond afgeschaft. Indien men een eindgebruikerstarief wil vaststellen dat hoger is dan 30 eurocent per minuut, dan dient men de dienst onder te brengen onder de standaardnummerreeksen voor betaalnummers, te weten de 090x-reeksen. Het zou voor de consument inderdaad onverstaanbaar zijn indien de 070-nummers een hoger eindgebruikerstarief hebben dan de 0900-nummers (getarifeerd aan maximum 50 eurocent per minuut).

Daarnaast brengt artikel 3 wijzigingen aan die tot doel hebben de bepalingen van het artikel beter aan te laten sluiten bij het te regelen probleem of bij bestaande wettelijke regelingen.

Het woord « hoorbaar » dient vervangen te worden door het woord « verstaanbaar », omdat een boodschap die « hoorbaar » is niet noodzakelijk de nodige informatie over de tarieven geeft.

Het woord « volwassenen » wordt vervangen door het woord « meerderjarigen » omdat het Burgerlijk Wetboek enkel deze laatste term kent en definieert.

Het woord « competities » is een term die niet gekend is in het consumentenrecht en wordt, met het oog op het creëren van eenduidigheid met bijvoorbeeld artikel 94/8 van de wet betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument beter vervangen door de termen « wedstrijden of kwissen ».

De voornaamste inhoudelijke wijzigingen die artikel 5 aanbrengt aan artikel 50 zijn :

- het versterken van de tarieftransparantie via de nummerreeksen;
- het aanpassen van het maximale eindgebruikerstarief dat aan de 0901-nummers kan gekoppeld worden;
- het verduidelijken van de persoon die verantwoordelijk is voor het leveren van de tariefboodschap (+ het wegwerken van andere onduidelijkheden);

Op vormelijk vlak worden de paragrafen 3 tot en met 5 van artikel 50 vereenvoudigd door de bepalingen in verband met de aanduiding van de dienst die onder iedere nummerreeks kan aangeboden worden en de bepalingen in verband met het maximale aan de nummerreeks gekoppelde eindgebruikerstarief samen te trekken in één lid.

De redenen voor de inhoudelijke aanpassingen zijn de volgende :

1. Het versterken van de tarieftransparantie via de nummerreeksen

De maximale eindgebruikerstarieven van artikel 50, § 3 t.e.m. 5 van het KB Nummering zijn thans zo opgebouwd dat mobiele operatoren quasi systematisch een eindgebruikerstarief mogen vragen dat dubbel zo hoog is als het eindgebruikerstarief dat de operatoren van vaste telefonie mogen vragen. Dit is discriminerend en kan volgens het advies van het BIPT van 25 april 2007 voorafgaand aan het KB Nummering van 27 april 2007 nooit worden verrechtvaardigd door het mogelijk verschil in wholesalekosten tussen vaste en mobiele netwerken.

Dit besluit opteert dan ook om de redenen uiteengezet bij de bespreking van artikel 3 voor een regeling waarbij het maximumeindgebruikerstarief voor oproepen vanaf beide type netwerken hetzelfde is.

2. Het aanpassen van het maximale eindgebruikerstarief dat aan de 0901-nummers kan gekoppeld worden

L'article 50, § 5, alinéa 5 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 laisse la possibilité ouverte de lier aux numéros 0901 un tarif qui est fonction ou non de la durée d'appel. En outre, l'arrêté prévoit une tarification qui est fonction de la durée dont les maximums sont les mêmes que les maximums sous un numéro 0900, ce qui ne distingue pas la série de numéros 0901 de la série de numéros 0900 et ne contribue donc pas à la transparence.

Le présent arrêté (voir nouveau § 5, alinéa deux) propose dès lors de rendre le tarif utilisateur final maximum de la série 0901 uniquement non fonction de la durée d'appel.

3. L'indication claire de la personne qui est chargée de délivrer le message tarifaire (+ élimination d'autres imprécisions)

L'article 50, § 2, de l'AR Numérotation a introduit l'obligation de délivrer un message tarifaire en cas de dépassement d'un seuil tarifaire déterminé. Dans le cadre de l'application concrète de cet article sur le terrain, des discussions ont été suscitées sur la question de savoir laquelle des personnes suivantes est chargée de délivrer le message : l'opérateur de la partie appelante, l'opérateur titulaire du numéro payant en question ou la société qui procède derrière le numéro payant en question aux actes techniques et opérationnels nécessaires pour fournir le contenu d'un service payant (personne désignée par le terme anglais « service provider », qui signifie prestataire de services). Etant donné que le texte de l'article 50, § 2, de l'AR Numérotation attribue la responsabilité de la fourniture du message tarifaire au « prestataire du service payant », il convient de conclure que le prestataire du service est chargé de délivrer le message tarifaire (ce qui n'empêche pas que le prestataire de services a la possibilité de sous-traiter sous sa responsabilité cette tâche à un opérateur). Dans le but de supprimer toute imprécision, les termes « avant l'établissement de la communication avec le prestataire du service payant via un réseau de communications électroniques » sont remplacés au § 2, alinéa 1^{er}, 1^{ère} phrase, par « avant la fourniture du service payant », parce qu'un prestataire de services ne peut en aucun cas délivrer un message tarifaire avant l'établissement de la communication avec sa plate-forme technique.

Les principales modifications apportées par l'article 6 à l'article 71 de l'AR Numérotation sont :

- Remplacement du terme confus « par appel »
- Introduction d'une nouvelle définition de m-payment
- Adaptation de la définition d'un service d'abonnement
- Introduction de sous-catégories dans la série 9XXX

Les motifs de ces adaptations sont les suivants :

1. Remplacement du terme confus « par appel »

Le tarif utilisateur final maximal à l'article 71 de l'AR Numérotation est toujours défini comme un tarif de 'x euros par appel'. Au moment de la rédaction de l'article 71 de l'AR Numérotation, il a été opté pour le terme « par appel » au lieu de « par message » étant donné que l'article 120 de la loi du 13 juin 2005 prévoyait uniquement le terme « appels » en matière de blocage gratuit des appels (« Call Barring ») alors que le but était pourtant de rendre également applicable le Call Barring aux communications SMS et MMS. Maintenant que l'article 120 a été remplacé par l'article 184 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), cette préoccupation a disparu. La rédaction de l'article 71 a en outre pour conséquence qu'en principe, seuls les messages envoyés par les utilisateurs finals « vers » les numéros courts SMS et MMS ont pu être tarifés, ce qui a entraîné la nécessité d'adapter ou de migrer un grand nombre d'applications, utilisant partiellement ou totalement un modèle de paiement à la réception par l'utilisateur final. Afin d'éviter cet impact, le terme « par appel » est supprimé à divers endroits dans l'article 71 au profit d'un tarif utilisateur final maximum nominal par transaction, qui selon le modèle choisi par l'opérateur et/ou le prestataire de services, « peut être facturé soit lors de l'envoi d'un message vers le numéro concerné, soit lors de la réception d'un message provenant du numéro concerné, soit en répartissant le tarif concerné entre un message à envoyer et un message à recevoir » (voir nouveau § 6). La possibilité de facturer un tarif utilisateur final lors de la réception d'un message par l'utilisateur final est toutefois exclue dans le cadre des services payants pour la collecte de fonds (par ex. actions caritatives) (parce que l'on part du principe qu'un don est un acte actif à l'initiative du donateur et que l'on ne peut obtenir de l'argent sur la base d'un événement sur lequel le donateur n'a aucun contrôle. La définition spécifique du nouvel article 50, § 6, n'étant pas compatible avec la description du service reprise dans l'article 50, § 4, cette définition est également déclarée non applicable pour l'application de ce paragraphe. En d'autres termes, en ce qui concerne les services visés à l'article 50, § 4, la description de service donnée dans ce paragraphe a priorité sur la définition spécifique de l'article 50, § 6.

Artikel 50, § 5, vijfde lid van het besluit van 27 april 2007 laat de mogelijkheid open om aan de 0901-nummers ofwel een tijdsgeboden ofwel een niet-tijdsgebonden tarief te koppelen. Daarbij voorziet het besluit een tijdsgebonden tarifiering waarvan de maxima dezelfde zijn als de maxima onder een 0900-nummer, wat de 0901-nummerreeks niet onderscheidt van de 0900-nummerreeks en dus niet bijdraagt tot de transparantie.

Dit besluit (zie nieuwe § 5, tweede lid) stelt dan ook voor om het maximum eindgebruikerstarief van de 0901-reeks enkel niet-tijdsgebonden te maken.

3. Het verduidelijken van de persoon die verantwoordelijk is voor het leveren van de tariefboodschap (+ wegwerken van andere onduidelijkheden)

Artikel 50, § 2, van het KB Nummering introduceerde de verplichting om bij het overschrijden van een bepaalde tariefdrempel een tariefboodschap aan te bieden. Bij de concrete toepassing van dit artikel op het terrein zijn er discussies gerezen over de vraag welke van de volgende personen verantwoordelijk zijn voor het geven van de boodschap : de operator van de oproepende partij, de operator die houder is van het betrokken betaalnummer of de firma die achter het betrokken betaalnummer de nodige technische en operationele handelingen stelt om de inhoud van een betalende dienst te leveren (persoon aangeduid met de Engels term « service provider », wat dienstenaanbieder betekent). Omdat de tekst van artikel 50, § 2, van het KB Nummering de verantwoordelijkheid voor het leveren van de tariefboodschap legt bij « de aanbieder van de betalende dienst » dient besloten te worden dat de dienstenaanbieder verantwoordelijk is voor het geven van de tariefboodschap (wat niet belet dat die dienstenaanbieder de mogelijkheid heeft om deze taak onder zijn verantwoordelijkheid uit te besteden aan een operator). Om iedere onduidelijkheid weg te nemen worden in § 2, eerste lid, eerste zin de termen « vóór het maken van de verbinding met de aanbieder van de betalende dienst via een elektronische-communicatienetwerk » veranderd in « vóór het aanbieden van de betalende dienst », omdat een dienstenaanbieder vóór het maken van de verbinding met zijn technisch platform nooit een tariefboodschap kan geven.

De voornaamste wijzigingen die artikel 6 aanbrengt aan artikel 71 van het KB Nummering zijn :

- Vervanging van de verwarrende term « per oproep »
- Invoering van een nieuwe definitie van m-payment
- Aanpassing van de definitie van een abonnementsdienst
- Invoeren van subcategorieën in de 9XXX-reeks

De redenen voor deze aanpassingen zijn de volgende :

1. Vervanging van de verwarrende term « per oproep »

Het maximale eindgebruikerstarief in artikel 71 van het KB Nummering wordt steeds bepaald als een tarief van >x euro per oproep'. Op het ogenblik van de redactie van artikel 71 van het KB Nummering werd er geopteerd voor de term « per oproep » in plaats van « per bericht » omdat artikel 120 van de wet van 13 juni 2005 inzake kosteloze oproepblokkering (« Call Barring ») enkel de term « oproepen » gebruikte, terwijl het wel de bedoeling was om Call Barring ook toepasselijk te maken op SMS en MMS communicatie. Nu artikel 120 vervangen werd door artikel 184 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) is deze bezorgheid van de baan. Daarnaast heeft de redactie van artikel 71 tot gevolg dat in principe enkel de berichten verzonden door de eindgebruikers « naar » de betrokken SMS of MMS korte nummers konden getarifeerd worden, wat ertoe noopte dat een groot aantal toepassingen, die deels of geheel, gebruik maakten van een model van betaling bij ontvangst door de eindgebruiker moesten aangepast worden of moesten migreren. Om die impact te vermijden, wordt de term « per oproep » op verschillende plaatsen in artikel 71 geschrapt ten voordele van een nominaal maximum eindgebruikerstarief per transactie, dat naargelang het model dat de operator en/of dienstenaanbieder kiest, kan aangerekend worden « hetzij bij het versturen van een bericht naar het betrokken nummer, hetzij bij het ontvangen van een bericht komend van het betrokken nummer, hetzij door het betrokken tarief te verdelen over één te verzenden en één te ontvangen bericht » (zie nieuwe § 6). De mogelijkheid van het aanrekenen van een eindgebruikerstarief bij ontvangst van een bericht door de eindgebruiker wordt echter uitgesloten bij de betalende diensten tot werving van fondsen (bv. liefdadigheidsacties) omdat er vanuit wordt gegaan dat een gift een actieve daad is uitgaande van de schenker en dat geld niet gewonnen kan worden door een gebeurtenis waarover de schenker geen controle heeft. Omdat de specifieke definitie van het nieuwe artikel 50, § 6, niet compatibel is met de dienstomschrijving opgenomen in artikel 50, § 4, wordt deze definitie ook niet van toepassing verklaard voor de toepassing van deze paragraaf. Voor de diensten bedoeld in artikel 50, § 4 heeft de dienstomschrijving in die paragraaf met andere woorden voorrang op de specifieke definitie van artikel 50, § 6.

2. Introduction d'une nouvelle définition de m-payment

L'article 71, § 5, alinéa 4, de l'AR Numérotation avait pour ambition d'accommoder la plupart des formes de 'm-payment'. Cela s'est fait toutefois sur la base d'une définition qui n'est par essence pas différente de celle donnée aux services payants via des réseaux de communications électroniques habituels, avec pour conséquence que ces services pouvaient en principe appliquer impunément le tarif utilisateur final maximum substantiellement plus élevé de 31 euros (par rapport à 4 euros maximum pour toutes les autres séries!). En outre, l'importance du tarif utilisateur final de 31 euros était dictée par le souhait de rendre possible des SMS ou MMS payants, déductibles fiscalement, sans que ces SMS ou MMS à proprement dit soient destinés à l'exécution de paiements de produits ou de services. Les nouvelles conditions d'utilisation des séries 4XXX (voir § 5, alinéa 4) stipulent que la série en question peut être utilisée pour collecter des fonds et pour fournir des « services qui consistent, entièrement ou partiellement, à créer une valeur monétaire acceptée comme moyen de paiement par les fournisseurs de biens corporels ou des fournisseurs de services qui ne sont pas fournis pas le biais d'un réseau de communications électroniques. » Cette dernière définition est inspirée de la définition de « monnaie électronique » à l'article 1.3 de la Directive 2000/46/CE du 18 septembre 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements et les informations fournies dans une « Guidance note » des services de la Commission européenne, intitulée « Application of the E-money Directive to mobile operators ». Les mots « entièrement ou partiellement » ont été introduits parce que selon la « Guidance note », les services prepaid des opérateurs mobiles relèvent bien de la directive E-money alors que les services post-paid ne relèvent pas de cette directive. Vu la création d'une valeur monétaire, les applications de m-payment doivent également avoir reçu l'exemption ou une autre autorisation de la Commission bancaire, financière et des assurances.

3. Adaptation de la définition d'un service d'abonnement

L'article 71, § 4, alinéa 1^{er}, définit un service d'abonnement sur la base (entre autres) du critère selon lequel l'utilisateur final reçoit « des messages dont le coût est entièrement à sa charge ». Cette terminologie permet en principe à des services payants pour lesquels les coûts sont répartis entre l'utilisateur final et le prestataire du service payant (selon le mécanisme de « Split Charging », tel qu'actuellement d'application par rapport aux numéros 078) d'échapper aux réglementations spécifiques liées à la série 9XXX, ce qui n'est pas le but. En renvoyant dans la nouvelle définition au § 4, alinéa 1^{er}, à « dont la réception est payante pour l'abonné », cette possibilité est exclue.

4. Introduction de sous-catégories dans la série 9XXX

En exécution de l'article 120 et l'arrêté ministériel du 12 décembre 2005 déterminant les catégories des messages sortants et les catégories des numéros appelés dont le blocage doit être offert gratuitement aux utilisateurs finals, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 25 mai 2007, il doit être possible de bloquer séparément « des numéros nationaux à taux majoré utilisés pour la fourniture d'accès à des jeux ou compétitions ou pour le paiement de logos, sonneries ou autres produits ou services de divertissement, fournis pendant l'appel ou en conséquence directe de celui-ci » (article 2, 3^o, de cet arrêté) tandis que d'autres numéros payants nationaux (tels que ceux des catégories résiduelles) restent joignables. Toutefois, les services payants pour la fourniture d'accès aux jeux ou concours ou pour le paiement de logos ou sonneries, fournis pendant l'appel ou en conséquence directe de celui-ci ne sont pas uniquement fournis via les séries 5XXX et 6XXX mais également (et de plus en plus souvent) via la série 9XXX. Dans cette dernière série se trouvent toutefois également des applications de services résiduels (par ex. newflash via GSM ou prévision météo du jour via SMS) qui ne peuvent pas être bloquées par un blocage des appels au sens de l'article 2, 3^o, de l'AM du 12 décembre 2005. Pour que ce blocage d'appel puisse se faire correctement, il convient donc de créer une subdivision supplémentaire « services résiduels » par opposition aux « services de divertissement » dans la série 9XXX. Les nouveaux alinéas 3 et 4 du § 4 introduisent ces sous-catégories.

La modification apportée par l'article 8 à l'article 84, § 2, 1^o, vise à augmenter l'attrait des numéros courts à quatre chiffres des séries 17XX et 18XX pour supporter les services commerciaux ou non d'une grande importance pour la société. Les applications dans les séries 17XX et 18XX qui ne correspondent pas à cette description de service (ex. l'utilisation des séries de numéros 186X et 187X pour les services VPN) restent soumises au tarif supérieur des redevances annuelles, parce que ces services n'ont pas besoin d'une promotion spéciale et qu'au niveau fonctionnel, ils sont plus proches d'autres services qui sont offerts au moyen de numéros courts à quatre chiffres (ex. les séries 15X et 16XX pour la sélection ou présélection de l'opérateur).

Les autres articles ne nécessitent pas de commentaires.

2. Invoering van een nieuwe definitie van m-payment

Artikel 71, § 5, vierde lid, van het KB Nummering had de ambitie om de meeste vormen van '>m-payment' te accommoderen. Dit werd echter gedaan aan de hand van een definitie die in essentie niet verschillend is van deze gegeven aan de gewone betalende diensten via elektronische communicatienetwerken, waardoor deze laatste diensten in principe ongestraft het substantieel hogere maximum eindgebruikerstarief van 31 euro (in vergelijking met maximum 4 euro voor alle andere reeksen!) konden toepassen. Daarnaast was de hoogte van het eindgebruikerstarief van 31 euro ingegeven door de wens om betalende SMS of MMS die fiscaal aftrekbaar waren mogelijk te maken, zonder dat die SMS'en of MMS'en strikt genomen bedoeld waren voor het uitvoeren van betalingen van producten of diensten. De nieuwe gebruiksvoorwaarden van de 4XXX-reeksen (zie § 5, vierde lid) bepalen thans dat de betrokken reeks kan gebruikt worden voor het werven van fondsen en voor het aanbieden van « diensten die, geheel of gedeeltelijk, bestaan uit het creëren van een monetaire waarde dat als betaalmiddel aanvaard wordt door leveranciers van lichamelijke producten of leveranciers van diensten die niet geleverd worden via een elektronische communicatienetwerk ». Deze laatste definitie is geïnspireerd op de definitie van « elektronisch geld » in artikel 1.3 van Richtlijn 2000/46/EG van 18 september 2000 betreffende de toegang tot, de uitoefening van en het bedrijfseconomisch toezicht op de werkzaamheden van instellingen voor elektronisch geld en de toelichtingen verstrekt in een « Guidance note » van de diensten van de Europese Commissie, getiteld « Application of the E-money Directive to mobile operators ». De woorden « geheel of gedeeltelijk » werden ingevoerd omdat volgens de « Guidance note » prepaid-diensten van mobiele operatoren principieel wel onder de E-money richtlijn vallen, terwijl post-paid diensten niet onder die richtlijn vallen. Gelet op het creëren van monetaire waarde dienen toepassingen van m-payment ook een ontheffing of andere toestemming van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen gekregen te hebben.

3. Aanpassing van de definitie van een abonnementsdienst

Artikel 71, § 4, eerste lid, definieert een abonnementsdienst aan de hand van (onder meer) het criterium dat de eindgebruiker « berichten ontvangt waarvoor de kostprijs volledig ter zijner laste is ». Deze terminologie maakt het in principe mogelijk om betalende diensten waarbij de kosten verdeeld worden tussen de eindgebruiker en de aanbieder van de betalende dienst (volgens een mechanisme van « Split Charging », zoals nu van toepassing ten aanzien van 078-nummers) te laten ontsnappen aan de specifieke regelingen die gekoppeld zijn aan de 9XXX-reeks, wat niet de bedoeling is. Door in de nieuwe definitie in § 4, eerste lid, te verwijzen naar « waarvan de ontvangst betalend is voor de abonnee », wordt dit mogelijke achterpoortje gesloten.

4. Invoeren van subcategorieën in de 9XXX-reeks

In uitvoering van artikel 120 en het ministerieel besluit van 12 december 2005 tot vaststelling van de categorieën uitgaande gesprekken en categorieën opgeroepen nummers waarvan de blokkering kosteloos aan de eindgebruikers aangeboden moet worden, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 25 mei 2007, moet het mogelijk zijn om oproepen naar « nationale betaalnummers die worden gebruikt voor het leveren van toegang tot spelletjes of competities of voor het betalen van logo's of beltonen, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan » (artikel 2, 3^o van dat besluit) afzonderlijk te blokkeren, terwijl andere nationale betaalnummers (zoals die van de restcategorie) bereikbaar blijven. Welnu, betalende diensten voor het leveren van toegang tot spelletjes of competities of voor het betalen van logo's of beltonen, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan worden niet enkel geleverd via de 5XXX- en 6XXX-reeksen maar ook (en steeds vaker) in de 9XXX-reeks. In die laatste reeks bevinden zich echter ook toepassingen van residuele diensten (bv. nieuwsflashes via GSM of weersvoorspelling van de dag via SMS), die niet mogen geblokkeerd worden bij een oproepblokkering in de zin van artikel 2, 3^o van het MB van 12 december 2005. Om die oproepblokkering correct te kunnen laten plaatsvinden dienen er dus een bijkomende onderverdeling « residuele diensten » versus « entertainmentdienst » ingesteld te worden binnenin de 9XXX-reeks. De nieuwe leden 3 en 4 van § 4 voeren die subcategorieën in.

De wijziging die artikel 8 aanbrengt aan artikel 84, § 2, 1^o heeft tot doel de aantrekkelijkheid van de korte viercijferige nummers uit de 17XX en 18XX-reeksen voor de ondersteuning van al dan niet commerciële diensten van groot maatschappelijk belang te verhogen. De toepassingen in de 17XX- en 18XX-reeksen die niet voldoen aan deze dienstomschrijving (bv. het gebruik van de 186X en 187X-nummerreeksen voor VPN-diensten) blijven onderworpen aan het hogere tarief van de jaarlijkse rechten, omdat deze diensten geen bijzondere promotie behoeven en functioneel meer aanleunen bij andere diensten die aangeboden worden via korte viercijferige nummers (bv. de 15X en 16XX-reeksen voor '>carrier selectie' en '>carrier preselectie').

De overige artikelen behoeven geen commentaar.

L'avis du Conseil d'Etat a été suivi dans son intégralité, à l'exception de l'avis linguistique visant à remplacer dans le texte néerlandais du projet « betalende diensten » par « betaaldiensten » ou « diensten tegen betaling », vu que le terme « betalende diensten » est un terme légal qui est utilisé à l'article 134, § 1^{er} et 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux
Et très fidèle serviteur,

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

24 MARS 2009. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, article 11, § 1^{er}, tel que modifié par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV);

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 2 octobre 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 3 octobre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 11 décembre 2008;

Vu l'avis 45.802/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de Notre Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros sont apportées les modifications suivantes :

1^o au 2^o, le mot « obligatoirement » est inséré entre les mots « à payer » et les mots « en plus »;

2^o l'article est complété par un 23^o, libellé comme suit : « 23^o service d'une grande importance pour la société » : service visant à satisfaire un ou plusieurs besoins sociaux spécifiques, dont le bien-être, la santé, la sécurité, le service public et l'assistance, qui sont d'une grande importance dans la société.

Art. 2. A l'article 43, alinéa 4, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « spécifiques réservés à l'Institut pour une utilisation nomade » sont supprimés;

2^o au 2^o, les mots « et ce au plus tard » sont supprimés, dans la version néerlandaise, le mot « onderschrijven » est remplacé par le mot « aangaan », le mot « deux » est remplacé par le mot « quatre » et les mots « ou de l'adaptation du contrat en vue de la fourniture de services nomades » sont insérés entre les mots « du contrat » et les mots « et ensuite »;

3^o le 2^o est complété par la phrase suivante : « Les informations fournies au moment de la souscription ou de l'adaptation du contrat sont indiquées clairement lisible et visible au recto de la première page ».

Art. 3. L'article 48, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'identité de service 70 est utilisée pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques dont le tarif utilisateur final facturé pour des appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 30 cents par minute.

Het advies van de Raad van State werd integraal gevolgd, behalve het taalkundig advies om in de Nederlands tekst van het ontwerp « betalende diensten » te vervangen door « betaaldiensten » of « diensten tegen betaling », aangezien de term « betalende diensten » een wettelijke term is die gebruikt wordt in artikel 134, § 1 en 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische-communicatie.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uw Majesteit,
De zeer eerbiedwaardige
En zeer getrouw dienaar,

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

24 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 11, § 1, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV);

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 2 oktober 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 oktober 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting van 11 december 2008;

Gelet op advies 45.802/4 van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van Onze Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepaling onder 2^o wordt het woord « verplicht » ingevoegd tussen de woorden « de eindgebruiker » en de woorden « moeten worden betaald »;

2^o het artikel wordt aangevuld met een bepaling onder 23^o, luidende : « 23^o dienst van groot maatschappelijk belang » : dienst gericht op het beantwoorden van één of meer specifieke sociale behoeften, waaronder welzijn, gezondheid, veiligheid, openbare dienst en hulpverlening, die van groot belang zijn in de samenleving.

Art. 2. In artikel 43, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden « Specifieke met het oog op nomadisch gebruik bij het Instituut gereserveerde » worden geschrapt;

2^o in de bepaling onder 2^o worden de woorden « en uiterlijk » geschrapt, wordt het woord « onderschrijven » vervangen door het woord « aangaan », wordt het woord « twee » vervangen door het woord « vier » en worden de woorden « of het aanpassen van het contract met het oog op het leveren van nomadische diensten » ingevoegd tussen de woorden « het contract » en de woorden « en daarna »;

3^o de bepaling onder 2^o wordt aangevuld met de volgende zin : « De informatie die gegeven wordt bij het aangaan of het aanpassen van het contract wordt duidelijk zichtbaar en leesbaar op de voorzijde van het eerste blad vermeld. ».

Art. 3. Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De dienstidentiteit 70 wordt gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk, maximaal 30 eurocent per minuut bedraagt.

La capacité de numérotation disponible derrière l'identité de service visée dans cet article est individuellement réservable par série de 10.000 numéros.

Les services suivants ne peuvent pas être offerts sous les numéros visés dans le présent article :

1° les services payants destinés spécifiquement aux majeurs via des réseaux de communications électroniques;

2° les services payants via des réseaux de communications électroniques donnant accès à des jeux, des concours ou des quiz ou qui permettent le paiement pour des sonneries, logos ou d'autres produits ou services de divertissement, fournis pendant l'appel ou comme conséquence directe de celui-ci. »

Art. 4. A l'article 49, du même arrêté, le mot « adultes » est remplacé par le mot « majeurs ».

Art. 5. L'article 50, § 2 à 6 inclus, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Si le tarif utilisateur final le plus élevé d'application dans le secteur des communications électroniques pour un appel national vers un service payant via un réseau de communications électroniques émanant de n'importe quel réseau de communications électroniques dépasse 1 euro par appel ou plus d'1 euro par minute, il est clairement fait mention par le prestataire du service payant via un réseau de communications électroniques, avant la fourniture du service payant, du tarif utilisateur final le plus élevé d'application dans le secteur des communications électroniques. La mention est indiquée, que le numéro de la ligne donnant accès au service soit formé manuellement par l'utilisateur final ou automatiquement par l'équipement terminal utilisé par l'utilisateur final. Si le tarif utilisateur final varie en fonction de l'heure ou du jour, le message qui indique le prix de l'appel communique au moins le tarif utilisateur final le plus élevé.

Si le tarif indiqué dans l'alinéa précédent porte sur un service payant via un réseau de communications électroniques utilisant la voix, y compris les services utilisant un système automatique d' « Interactive Voice Response », le tarif utilisateur final le plus élevé est au moins mentionné de manière clairement compréhensible par le prestataire du service payant. Après la mention du tarif utilisateur final appliqué le plus élevé et la mention que l'appel sera payant après le signal 'beep', l'utilisateur final dispose d'un temps suffisamment long pour lui permettre de choisir de mettre fin à l'appel. Si l'utilisateur final met fin à l'appel avant le signal 'beep', l'opérateur ne peut rien facturer à l'abonné.

Si le tarif visé à l'alinéa premier porte sur un service payant via un réseau de communications électroniques n'utilisant pas la voix, comme l'accès à Internet formé par modem via un numéro payant, la liaison n'est établie et facturée qu'après que le prestataire du service payant via un réseau de communications électroniques ait montré à l'utilisateur final un message visuel communiquant de manière lisible, clairement visible et explicite le tarif utilisateur final appliqué le plus élevé et le numéro composé manuellement ou par l'appareil terminal et après que l'utilisateur final ait confirmé avoir pris connaissance du tarif utilisateur final le plus élevé et ait donné son accord quant à l'utilisation du numéro payant.

§ 3. Sous réserve de l'application de l'article 49, les numéros de la série de numéros avec les chiffres '06' qui suivent l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants spécifiquement destinés aux majeurs via des réseaux de communications électroniques, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève maximum à 1 euro par appel.

Les numéros issus de la série de numéros avec les chiffres '07' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants spécifiquement destinés aux majeurs via des réseaux de communications électroniques, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électronique s'élève à maximum 2 euros par minute.

§ 4. Les numéros issus de la série de numéros avec les chiffres '05' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques donnant accès à des jeux, des concours ou des quiz, à l'exception de jeux, concours ou quiz à connotation érotique ou sexuelle, ou qui permettent de payer pour des logos, des sonneries ou d'autres produits ou services de divertissement, à l'exception de logos, sonneries ou quiz à connotation érotique ou sexuelle ou produits ou services de divertissement à connotation érotique ou sexuelle, qui sont fournis durant l'appel ou en conséquence directe de celui-ci, dont le tarif utilisateur final facturé

Nummercapaciteit beschikbaar achter de dienstidentiteit bedoeld in dit artikel is individueel reserveerbaar per reeks van 10.000 nummers.

De volgende diensten mogen niet aangeboden worden onder de nummers bedoeld in dit artikel :

1° specifiek voor meerderjarigen bestemde betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken;

2° betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken waarmee toegang wordt gegeven tot spelletjes, wedstrijden of kwissen of die het mogelijk maken te betalen voor beltonen, logo's of andere ontspanningsproducten of Bdiensten, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan. »

Art. 4. In artikel 49 van hetzelfde besluit wordt het woord « volwassena » vervangen door het woord « meerderjarigen ».

Art. 5. Artikel 50, § 2 tot en met § 6, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. Indien het hoogste eindgebruikerstarief dat in de sector van de elektronische communicatie toegepast wordt op een nationale oproep naar een betalende dienst via een elektronischecomunicatienetwerk uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk meer dan 1 euro per oproep of meer dan 1 euro per minuut bedraagt, wordt door de aanbieder van de betalende dienst via een elektronischecomunicatienetwerk vóór het aanbieden van de betalende dienst het hoogste eindgebruikerstarief dat in de sector van de elektronischecomunicatie toegepast wordt, duidelijk vermeld. De melding wordt gegeven, ongeacht of het nummer van de lijn die toegang verleent tot de dienst manueel wordt gevormd door de eindgebruiker of automatisch door het eindapparaat, dat de eindgebruiker hanteert. Indien het eindgebruikerstarief varieert afhankelijk van het uur of de dag, vermeldt het bericht dat de prijs van de oproep meedeelt minstens het hoogste eindgebruikerstarief.

Indien het tarief bedoeld in het vorige lid betrekking heeft op een betalende dienst via een elektronische-communicatienetwerk, die gebruikt maakt van spraak, met inbegrip van diensten die gebruik maken van een automatisch « Interactive Voice Response »-systeem, wordt het hoogste toegepaste eindgebruikerstarief minstens duidelijk verstaanbaar vermeld door de aanbieder van de betalende dienst. Na de vermelding van het hoogste toegepaste eindgebruikerstarief en de melding dat de oproep na het beepsignaal betalend wordt, wordt voldoende tijd gelaten aan de eindgebruiker om hem de keuze te geven om de oproep te beëindigen. Indien de eindgebruiker de oproep beëindigt voor het beepsignaal, mag de operator de abonnee niets factureren.

Indien het tarief bedoeld in het eerste lid betrekking heeft op een betalende dienst via een elektronische-communicatienetwerk, die geen gebruik maakt van spraak, zoals toegang tot het Internet via een betaalnummer gevormd door een modem, wordt de verbinding pas opgezet en gefactureerd nadat de aanbieder van de betalende dienst via een elektronischecomunicatienetwerk de eindgebruiker een visuele boodschap getoond heeft, waarop het hoogste toegepaste eindgebruikerstarief en het manueel of door het eindapparaat gevormde nummer op een leesbare, goed zichtbare en ondubbelzinnige wijze meegedeeld zijn en nadat de eindgebruiker bevestigd heeft kennis genomen te hebben van het hoogste toegepaste eindgebruikerstarief en zijn akkoord heeft gegeven omtrent het gebruik van het betaalnummer.

§ 3. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 49, worden de nummers uit de nummerreeks met de cijfers '06' volgend op de dienstidentiteit 9 gebruikt voor het aanbieden van specifiek voor meerderjarigen bestemde betalende diensten via elektronischecomunicatienetwerken, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronischecomunicatienetwerk maximaal 1 euro per minuut bedraagt.

De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '07' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van specifiek voor meerderjarigen bestemde betalende diensten via elektronischecomunicatienetwerken, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronischecomunicatienetwerk maximaal 2 euro per minuut bedraagt.

§ 4. De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '05' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronischecomunicatienetwerken waarmee toegang wordt gegeven tot spelletjes, wedstrijden of kwissen, met uitzondering van erotisch of seksueel getinte spelletjes, wedstrijden of kwissen, of die het mogelijk maken te betalen voor logo's, beltonen of andere ontspanningsproducten of Bdiensten, met uitzondering van erotisch of seksueel getinte logo's, beltonen of ontspanningsproducten of Bdiensten, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen

pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 2 euros par appel.

L'Institut peut, après avoir consulté les opérateurs et après l'autorisation préalable du Ministre, fixer dans la série de numéros avec les chiffres '05' suivant l'identité de service 9 des sous-séries pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques auxquelles sont liées des exigences spécifiques en application d'autres dispositions légales ou réglementaires.

§ 5. Les numéros de la série de numéros avec les chiffres '00' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 3 et 4, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 50 cents par minute.

Les numéros de la série de numéros avec les chiffres '01' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 3 et 4, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 50 cents par appel.

Les numéros de la série de numéros avec les chiffres '02' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 3 et 4, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 1 euro par minute.

Les numéros de la série de numéros avec les chiffres '03' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 3 et 4, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 1,5 euros par minute.

Les numéros de la série de numéros avec les chiffres '04' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 3 et 4, dont le tarif utilisateur final facturé pour les appels provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques s'élève à maximum 2 euros par minute.

Les numéros de la série de numéros avec les chiffres '09' suivant l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 3 et 4, dont le montant total final facturé à l'abonné pour un appel individuel provenant de n'importe quel réseau de communications électroniques, quel que soit le critère utilisé pour déterminer le tarif utilisateur final, ne dépasse pas 31 euros. Le critère utilisé pour fixer le tarif utilisateur final peut être fonction de la durée d'appel ou non ou encore être une combinaison des deux. En cas d'appel vers ces numéros, le message tarifaire tel que prévu au paragraphe 2 est toujours donné, quel que soit le tarif utilisateur final d'application à l'appel.

§ 6. Les appels vers les numéros des séries de numéros dont la tarification est fonction de la durée d'appel sont interrompus automatiquement après 20 minutes. Ce paragraphe n'est pas d'application à l'identité de service 70. »

Art. 6. L'article 71, § 2 à 5 inclus, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les numéros courts SMS et MMS commençant par l'identité de service 7 sont utilisés pour la fourniture de services payants spécifiquement destinés aux majeurs via des réseaux de communications électroniques, dont le tarif utilisateur final s'élève à maximum 4 euros.

§ 3. Les numéros courts SMS et MMS commençant par l'identité de service 5 sont utilisés pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques donnant accès à des jeux, des concours ou des quiz, à l'exception de jeux, concours ou quiz à connotation érotique ou sexuelle, ou qui permettent de payer pour des logos, des sonneries ou d'autres produits ou services de divertissement, à l'exception de logos, sonneries ou quiz à connotation érotique ou sexuelle ou produits ou services de divertissement à connotation érotique ou sexuelle, qui sont fournis durant l'appel ou en conséquence directe de celui-ci, dont le tarif utilisateur final s'élève à maximum 50 cents.

uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk maximaal 2 euro per oproep bedraagt.

Het Instituut kan, na consultatie van de operatoren en na voorafgaande machtiging van de minister, binnen de nummerreeks met de cijfers '05' volgend op de dienstidentiteit 9, subreeksen vaststellen voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken waaraan in uitvoering van andere wettelijke of reglementaire bepalingen bijzondere vereisten gekoppeld zijn.

§ 5. De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '00' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van paragraaf 3 en 4, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk maximaal 50 eurocent per minuut bedraagt.

De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '01' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van paragraaf 3 en 4, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk maximaal 50 eurocent per oproep bedraagt.

De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '02' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van paragraaf 3 en 4, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk maximaal 1 euro per minuut bedraagt.

De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '03' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van paragraaf 3 en 4, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk maximaal 1,5 euro per minuut bedraagt.

De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '04' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van paragraaf 3 en 4, waarvan het eindgebruikerstarief aangerekend voor oproepen uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk maximaal 2 euro per minuut bedraagt.

De nummers uit de nummerreeks met de cijfers '09' volgend op de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van paragraaf 3 en 4, waarvan het totaalbedrag dat aan de abonnee aangerekend wordt voor één individuele oproep uitgaande van om het even welk elektronische-communicatienetwerk, ongeacht de maatstaf die gebruikt wordt om het eindgebruikerstarief te bepalen, niet meer bedraagt dan 31 euro. De maatstaf die gebruikt wordt om het eindgebruikerstarief te bepalen kan zowel tijdsgebonden, niet tijdsgebonden als een combinatie van beiden zijn. Bij een oproep naar deze nummers wordt de tariefboodschap voorzien in paragraaf 2 steeds gegeven, ongeacht het eindgebruikerstarief dat op de oproep van toepassing is.

§ 6. Oproepen naar de nummers van de nummerreeksen waarvan de tarifiering tijdsgebonden is worden automatisch afgebroken na 10 minuten. Deze paragraaf is niet van toepassing op de dienstidentiteit 70. »

Art. 6. Artikel 71, § 2 tot en met 5, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De SMS en MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 7 worden gebruikt voor het aanbieden van specifiek voor meerderjarigen bestemde betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken, waarvan het eindgebruikerstarief maximaal 4 euro bedraagt.

§ 3. De SMS en MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 5 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken waarmee toegang wordt gegeven tot spelletjes, wedstrijden of kwissen, met uitzondering van erotisch of sexueel getinte spelletjes, wedstrijden of kwissen, of die het mogelijk maken te betalen voor logo's, beltonen of andere ontspanningsproducten of Bdiensten, met uitzondering van erotisch of sexueel getinte logo's, beltonen of ontspanningsproducten of B diensten, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan, waarvan het eindgebruikerstarief maximaal 50 eurocent bedraagt.

Les numéros courts SMS et MMS commençant par l'identité de service 6 sont utilisés pour offrir des services payants via des réseaux de communications électroniques donnant accès à des jeux, des concours ou des quiz, à l'exception de jeux, concours ou quiz à connotation érotique ou sexuelle, ou qui permettent de payer pour des logos, des sonneries ou d'autres produits ou services de divertissement, à l'exception de logos, sonneries ou produits ou services de divertissement à connotation érotique ou sexuelle, qui sont fournis durant l'appel ou en conséquence directe de celui-ci, dont le tarif utilisateur final s'élève à maximum 2 euros.

Dans la série des numéros courts SMS ou MMS commençant par l'identité de service 6, l'Institut peut, après l'autorisation préalable du Ministre, déterminer des sous-séries pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques auxquelles sont liées des exigences spécifiques en application d'autres dispositions légales ou réglementaires.

§ 4. Les numéros courts SMS et MMS commençant par l'identité de service 9 sont utilisés pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques qui présentent chacune des caractéristiques suivantes :

1° le service implique que l'utilisateur final reçoive, suite à une inscription à ce service, à des intervalles réguliers ou non, des messages dont le contenu est payant pour l'abonné;

2° le service ne correspond pas à un service payant destiné spécifiquement aux majeurs via des réseaux de communications électroniques

3° Le tarif utilisateur final pour l'envoi du message par le biais duquel l'inscription au service est effectuée et le tarif utilisateur final pour la réception de messages émanant des numéros visés à ce paragraphe s'élèvent à maximum 2 euros par message;

4° Le tarif utilisateur final pour l'envoi d'autres messages que l'envoi du message par le biais duquel l'inscription au service est effectuée ne dépasse pas le tarif utilisateur final pour un message vers un numéro géographique ou mobile standard.

Les sous-séries commençant par l'identité de service 9, suivie par les chiffres '5', '6', '7', '8' ou '9' sont utilisées pour offrir des services payants via des réseaux de communications électroniques donnant accès à des jeux, des concours ou des quiz ou qui permettent le paiement pour des sonneries, logos ou d'autres produits ou services de divertissement, fournis pendant l'appel ou comme conséquence directe de celui-ci.

Les sous-séries commençant par l'identité de service 9, suivie par les chiffres '0', '1', '2', '3' ou '4' sont utilisées pour offrir des services qui ne relèvent pas du champ d'application de l'alinéa précédent.

§ 5. Les numéros courts SMS ou MMS commençant par l'identité de service 2 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 2 à 4, dont le tarif utilisateur final s'élève à maximum 1 euro.

Les numéros courts SMS ou MMS commençant par l'identité de service 3 sont utilisés pour la fourniture de services payants qui ne relèvent pas du champ d'application des paragraphes 2 à 4, dont le tarif utilisateur final s'élève à maximum 4 euros.

Les numéros courts SMS et MMS commençant par l'identité de service 4 sont utilisés pour la fourniture de services payants via des réseaux de communications électroniques qui présentent chacune des caractéristiques suivantes :

1° Le service est constitué par collecte de fonds ou de la création, en tout ou en partie, d'une valeur monétaire acceptée comme moyen de paiement par les fournisseurs de biens corporels ou des fournisseurs de services qui ne sont pas fournis via un réseau de communications électroniques;

2° le service ne correspond pas à un service qui relève du champ d'application des paragraphes 2 à 4;

3° le tarif utilisateur final pour le service s'élève à maximum 31 euros.

De SMS en MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 6 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken waarmee toegang wordt gegeven tot spelletjes, wedstrijden of kwissen, met uitzondering van erotisch of seksueel getinte spelletjes, wedstrijden of kwissen, of die het mogelijk maken te betalen voor logo's, beltonen of andere ontspanningsproducten of Bdiensten, met uitzondering van erotisch of seksueel getinte logo's, beltonen of ontspanningsproducten of B diensten, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan, waarvan het eindgebruikerstarief maximaal 2 euro bedraagt.

Het Instituut kan, na voorafgaande machtiging van de minister, binnen de reeks van SMS of MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 6 subreeksen vaststellen voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken waaraan in uitvoering van andere wettelijke of reglementaire bepalingen bijzondere vereisten gekoppeld zijn.

§ 4. De SMS of MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 9 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken die ieder van de volgende kenmerken vertonen :

1° de dienst impliceert dat de eindgebruiker volgend op een inschrijving ervoor op al dan niet regelmatige tijden berichten ontvangt waarvan de ontvangst betalend is voor de abonnee;

2° de dienst stemt niet overeen met een specifiek voor meerderjarigen bestemde betalende dienst via een elektronische-communicatienetwerk;

3° het eindgebruikerstarief voor het versturen van het bericht waarmee de inschrijving voor de dienst verricht wordt en het eindgebruikerstarief voor het ontvangen van berichten komende van de nummers bedoeld in deze paragraaf bedraagt maximaal 2 euro per bericht;

4° het eindgebruikerstarief voor het versturen van andere berichten dan het versturen van het bericht waarmee de inschrijving voor de dienst verricht wordt bedraagt niet meer dan het eindgebruikerstarief van een bericht naar een standaard geografisch of mobiel nummer.

De subreeksen die starten met de dienstidentiteit 9, gevolgd door de cijfers '5', '6', '7', '8' of '9' worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken waarmee toegang wordt gegeven tot spelletjes, wedstrijden of kwissen of die het mogelijk maken te betalen voor logo's, beltonen of andere ontspanningsproducten of Bdiensten, die geleverd worden tijdens de oproep of als direct gevolg hiervan.

De subreeksen die starten met de dienstidentiteit 9, gevolgd door de cijfers '0', '1', '2', '3' of '4' worden gebruikt voor het aanbieden van de diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van het vorige lid.

§ 5. De SMS of MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 2 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van de paragrafen 2 tot en met 4, waarvan het eindgebruikerstarief maximaal 1 euro bedraagt.

De SMS of MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 3 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten die niet vallen onder het toepassingsgebied van de paragrafen 2 tot en met 4, waarvan het eindgebruikerstarief maximaal 4 euro bedraagt.

De SMS of MMS korte nummers die starten met de dienstidentiteit 4 worden gebruikt voor het aanbieden van betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken die ieder van de volgende kenmerken vertonen :

1° de dienst bestaat uit het werven van fondsen of uit het, geheel of gedeeltelijk, creëren van een monetaire waarde dat als betaalmiddel aanvaard wordt door leveranciers van lichamelijke producten of leveranciers van diensten die niet geleverd worden via een elektronische-communicatienetwerk;

2° de dienst stemt niet overeen met een dienst die valt onder het toepassingsgebied van de paragrafen 2 tot en met 4;

3° het eindgebruikerstarief voor de dienst bedraagt maximaal 31 euro.

§ 6. Sauf pour l'application du paragraphe 4 et dans le cadre de la collecte de fonds visée au paragraphe 5, alinéa trois, pour l'application de cet article, l'on entend par tarif utilisateur final : le tarif total à payer par l'utilisateur final pour acheter ou se procurer un service payant via un réseau de communications électroniques, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, toutes les autres taxes et les coûts de tous les services à payer obligatoirement en plus par l'abonné, facturé soit lors de l'envoi d'un message vers le numéro concerné, soit en répartissant le tarif concerné entre un message à envoyer et un message à recevoir. Dans le cadre d'un service payant pour la collecte de fonds, le tarif utilisateur final ne peut être facturé que lors de l'envoi d'un message vers le numéro concerné. »

Art. 7. Dans la version néerlandaise, à l'article 72, du même arrêté, le mot « vaneb » est remplacé par le mot « van ».

Art. 8. A l'article 84, § 2, le 1^o est complété par les mots : « à l'exception d'un numéro court à quatre chiffres attribué de la série 17XX ou de la série 18XX pour supporter un service commercial ou non d'une grande importance pour la société, pour lequel les redevances annuelles s'élèvent à 5.000 euros par numéro court à quatre chiffres attribué. »

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 2, 3, 5 et 6, qui entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

§ 6. Behalve voor de toepassing van paragraaf 4, en in het kader van het werven van fondsen bedoeld in paragraaf 5, derde lid, wordt voor de toepassing van dit artikel verstaan onder eindgebruikerstarief : het totale door de eindgebruiker voor het aanschaffen of afnemen van een betalende dienst via een elektronische-communicatienetwerk te betalen tarief, met inbegrip van de belasting over de toegevoegde waarde, alle overige taken en de kosten van alle diensten die door de eindgebruiker verplicht moeten worden bijbetaald, aangerekend hetzij bij het versturen van een bericht naar het betrokken nummer, hetzij bij het ontvangen van een bericht komend van het betrokken nummer, hetzij door het betrokken tarief te verdelen over één te verzenden en één te ontvangen bericht. In het kader van een betalende dienst voor de werving van fondsen kan het eindgebruikerstarief enkel aangerekend worden bij het versturen van een bericht naar het betrokken nummer. »

Art. 7. In artikel 72 van hetzelfde besluit wordt in de Nederlandse versie het woord « vaneb » vervangen door het woord « van ».

Art. 8. In artikel 84, § 2, wordt de bepaling onder 1^o aangevuld met de woorden : « met uitzondering van een toegewezen viercijferig kort nummer uit de 17XX-reeks of de 18XX-reeks voor de ondersteuning van een al dan niet commerciële dienst van groot maatschappelijk belang, waarvoor de jaarlijkse rechten 5.000 euro per toegewezen kort viercijferig nummer bedragen. »

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 2, 3, 5 en 6, die in werking treden op de eerste dag van de derde maand na die waarin dit besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 1447

[C - 2009/11173]

12 MARS 2009. — Arrêté ministériel modifiant divers arrêtés en ce qui concerne la production d'extraits d'actes de naissance

Le Ministre de l'Intérieur,

La Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiées à plusieurs reprises;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1991, notamment les articles 13, 15, 20 et 27;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 1991 d'exécution des articles 13, 15, 20 et 27 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption;

Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 1999 d'exécution des articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 juin 2007, notamment par les articles 15 et 16;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 1447

[C - 2009/11173]

12 MAART 2009. — Ministerieel besluit tot wijziging van diverse besluiten, voor wat betreft het overleggen van uittreksels uit de geboorteakte

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Werk en Gelijke Kansen,

De Minister van Ondernemen en Vereenvoudigen,

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, zoals herhaaldelijk gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1991, inzonderheid op de artikelen 13, 15, 20 en 27;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 december 1991 tot uitvoering van de artikelen 13, 15, 20 en 27 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 juni 1999 tot uitvoering van de artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 juni 2007, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;